



LE BLOC-NOTES

Ivan Rioufol
rioufol@lefigaro.fr
blog.lefigaro.fr/rioufol

Comment rompre avec le déclin français

Le déclin français se lit aux bulletins de victoire de l'Élysée. « Covid » le pari gagné des 50 millions de vaccinés », tirait en une *Le Monde* de mardi. Emmanuel Macron compte faire de cette performance sanitaire un symbole de son quinquennat. Nombreux sont d'ailleurs les citoyens qui s'enorgueillissent de leurs piqûres, qu'ils revendiquent comme un choix altruiste, éclairé, patriotique. À entendre certains vaccinés se donner en exemple, ils seraient les fainéants de la société hygiéniste à l'assaut du Covid. Or cette perte de sens, qui réduit l'idéal collectif à une santé nationalisée, accentue la décadence de la France. Un gouvernement en

blouse blanche envahit l'espace dans un débordement d'autorité et d'interdits. En revanche, il déserte son rôle de protecteur d'une civilisation en danger. Oui, l'État est malade. Il l'est d'être incapable de le reconnaître et de combattre les poisons idéologiques qui minent le pays.

La constante dégradation de la cohésion nationale fait craindre, à terme, une dissolution de la nation dans un monde suspicieux et indifférencié. Bien des Français qui défilent tous les samedis contre le passe sanitaire, sous les sarcasmes d'une « élite » aux mains propres, brandissent des drapeaux tricolores. Ce faisant, ils expriment l'inquiétude d'un peuple essulé qui entend défendre, à travers la liberté malmendée, son identité nationale et universelle. Désigner ces indignés comme des égoïstes ou des « haineux » empêche d'entendre leurs alertes existentielles. Les flambrards de la seringue affirment « sauver des vies », en usurpant la place des héros. Mais que font-ils pour sauver la France ? Au nom des sciences sociales, des experts masquent l'état réel du pays. L'hystérie sanitaire vient aggraver le déni des réalités. C'est pourquoi il faut vite sortir de la prison de la Santé.

Marseille, que Macron visite depuis mercredi, est un exemple de la démission de l'État prétendant protecteur. L'ordre sanitaire, imposé sans retenue, fait découvrir par contraste le désordre sécuritaire qui règne dans cette ville, comme dans d'autres. La déliquescence du pouvoir saute aux yeux. Il est vrai que gauche et droite ont laissé se développer, à comme ailleurs, une contre-société islamisée. À Marseille, ce séparatisme ethno-religieux impose, dans certains quartiers mafieux, ses check-points, ses barrières, ses herces parfois. Or le carnet de chèques, à nouveau sorti par Macron, ne règlera les problèmes qu'en surface. Cette politique de la dime, versée à des quartiers en rupture, est une autre manière de fuir les faits. L'immigration est à la source des désordres.

Tant que l'État frileux refusera de se confronter aux idéologues de la « diversité », premiers responsables de la libanisation du pays, tout espoir de reconquête des territoires perdus sera vain. Déverser des milliards d'euros sur les « cités sensibles » est une politique de gribouille. La délinquance y est une arme de conquête, alimentée par d'incessants flux migratoires. En 2019, la France a accueilli légalement 469 000 personnes, plus les clandestins. La dynamique est telle (une immigrée d'origine algérienne a 3,6 enfants en moyenne, contre 1,9 en moyenne nationale) que des basculements culturels sont déjà là. Marseille est sur la liste. Or le constat du remplacement d'un peuple par un autre est un interdit imposé par le politiquement correct. Des désinformations de sociodémographes militants contribuent à nier les échecs de l'intégration (voir blogrioufol.com). La fabrique du mensonge et celle de la peur sont deux virus à éradiquer.

Le destin de la France

La France est au tournant de son destin. Soit elle sort de son coma, soit elle sombre. L'échéance présidentielle d'avril 2022 offre l'occasion d'un acte de conscience. Celle-ci passe par une rupture avec deux générations d'idées désastreuses. Encore faudrait-il que l'opinion se réveille. Or le chef de l'État, fort d'une stratégie vaccinale censée illustrer son progressisme raisonné, peut espérer convaincre des électeurs persuadés d'avoir à affronter, avec le Covid, un « mal absolu » (Jean-Louis Bourlanges). Des gens sont prêts, au nom de la santé sacralisée, à oublier les réformes non tenues (à commencer par les retraites), sans s'inquiéter non plus du remboursement de la plue d'euros : 240 milliards déjà distribués, au nom du « quoi qu'il en coûte ». Rappeler que le virus ne tue que 0,05 % de la population et que le vacciné, s'il s'épargne le pire, n'empêche pas sa contamination sont des observations qui agacent les propagandistes du discours unique. Les contraintes qui pèsent sur les

élèves de plus de 12 ans, pressés par l'Éducation nationale de se faire vacciner en dépit des réserves de certains parents, sont des brutalités psychologiques dont l'État fouettard aura sans doute à répondre : le libre consentement au vaccin est violé quand tout est fait pour le rendre obligatoire sans assumer ce choix.

Dans l'épreuve civilisationnelle qui surplombe le déclin français, le silence des partis montre leurs propres insuffisances. Alors que la société est prête, selon les sondages, à cautionner une approche de droite, celle-ci brille par son absence d'idées et de courage. Il est symptomatique de constater que des candidats perturbateurs (Laurent Wauquiez et Bruno Retailleau) ont renoncé à concourir à une campagne promise, semblant-t-il, à Valérie Pécresse ou Xavier Bertrand. Dans cette perspective, une candidature de témoignage d'Éric Zemmour, qui laisse planer le doute, aurait le mérite d'éviter le conformisme tertiaire. Reste que ni mon excellent confrère ni personne ne peut prétendre détenir à lui seul la solution. Alors que le bal des gens a commencé, la droite n'a toujours pas jugé utile de réfléchir collectivement au monde nouveau qu'il s'agit de construire. Dans cette approche, la société civile doit avoir son mot à dire : c'est elle qui, dans les manifestations ou dans l'abstention, fait comprendre que la politique ne tient plus son rôle. L'homme providentiel est un mythe. La France réanimée a besoin d'un union des intelligences réalistes. Plus qu'un président solitaire, c'est un directeur qu'il faudrait au pays.

Décadence du débat

Macron parle du « supposé déclin de la France ». Il ne fera donc rien pour enrayer ce qu'il ne voit pas. S'inquiète-t-il au moins du sectarisme de son ministre de la Santé, Olivier Véran ? Lundi, il a traité le maire (DVD) de Montfermeil, Xavier Lemoine, de « charlatan », au prétexte que l'élu alerte sur la vaccination des plus jeunes. Décadence du débat.

10000 citations
et proverbes sur evene.fr

ENTRE GUILLEMETS

3 septembre 1499 :
naissance de Diane de Poitiers,
célèbre favorite d'Henri II
pendant vingt ans.

La Princesse de Clèves

Et quoi qu'elle n'eût
plus de jeunesse
ni de beauté, elle
le gouvernait (le roi)
avec un empire
si absolu que l'on
peut dire qu'elle était
maîtresse
de sa personne
et de l'État

